

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Allianz Trade

Défaillances d'entreprises

28 AVRIL 2025
PARIS

Défaillances d'entreprises dans la région Grand est au 1^{er} trimestre 2025 : un total stable par rapport au T1 2024 après une hausse de +9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

- La moitié des départements de la région Grand Est représentent à eux cinq 78% des défaillances d'entreprises enregistrées au 1^{er} trimestre 2025.
- Sur les 12 derniers mois, 3 secteurs sont principalement touchés par les défaillances dans la région : les services (32%), le commerce (23%) et la construction (22%).
- 18 105 défaillances ont été enregistrées en France au 1^{er} trimestre 2025 (+2% vs T1 2024). Selon Allianz Trade, après un pic à plus de 66 100 défaillances enregistrées en France en 2024, un nouveau record historique de défaillances est attendu en 2025, aggravé par le risque de guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis.

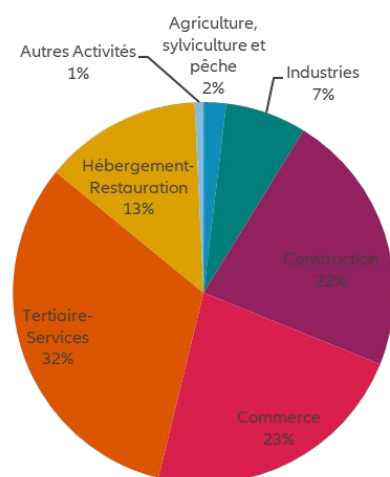
[Allianz Trade](#), leader mondial de l'assurance-crédit a publié sa dernière étude sur les défaillances d'entreprises en France au cours du 1^{er} trimestre 2025.

Des défaillances stables dans la région Grand Est au premier trimestre, mais avec de fortes disparités selon les départements et les secteurs.

En glissement annuel, on observe une stabilisation des défaillances d'entreprises au plan régional : 1196 défaillances d'entreprises ont été enregistrées sur le 1^{er} trimestre 2025, une donnée stable par rapport au T1 2024 après une hausse de 9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Comme pour l'année 2024 toutefois, ce bilan d'ensemble de la région masque une forte hétérogénéité entre départements. Sur ce premier trimestre 2025, la moitié des départements enregistre une augmentation des défaillances en comparaison au premier trimestre 2024 : l'Aube, le Bas-Rhin et la Haute-Marne (+13% chacun), les Vosges (+10%) et la Moselle (+6%). L'autre moitié enregistre un repli : la Meuse (-37%), les Ardennes (-26%), le Haut-Rhin (-8%), la Meurthe-et-Moselle (-6%) et la Marne (-5%). Sur l'ensemble de l'année 2024, c'étaient les Ardennes, l'Aube et la Haute-Marne qui faisaient exception à la hausse observée sur le plan régional. Dans ce contexte, les régions qui se distinguent avec une hausse continue des défaillances en 2023, 2024 et au premier trimestre de 2025 sont le Bas-Rhin et la Moselle.

En nombre de défaillances, ce sont la moitié des départements : le Bas-Rhin (avec 275 cas au premier trimestre), la Moselle (188), le Haut-Rhin (166), la Meurthe-et-Moselle (162) et la Marne (143) qui représentent à eux cinq près de 80% des défaillances d'entreprises de la région Grand Est.

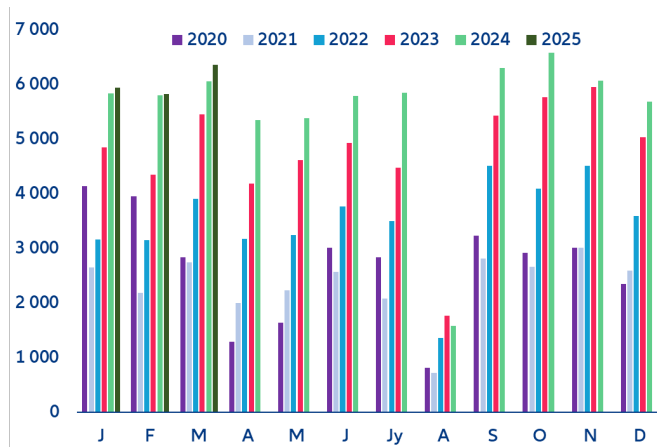


Source : Allianz Trade

détail, industrie, transport/entreposage), mais avec l'autre moitié des secteurs qui voient des défaillances en hausse, parfois encore significative (services aux entreprises, services aux particuliers, agriculture, commerce automobile).

Sur les 12 derniers mois, les trois grands secteurs principalement touchés par les défaillances dans la région demeurent les services (32% du total des défaillances de la région), le commerce (23%) et la construction (22%). L'hébergement/ restauration arrive en 4^{ème} position à 13%. En tendance, le premier trimestre 2025 reflète la même hétérogénéité que celle observée par département avec la moitié des secteurs qui affiche un repli des défaillances en glissement annuel, parfois sensible (commerce de

En France, un niveau annuel vers un record historique



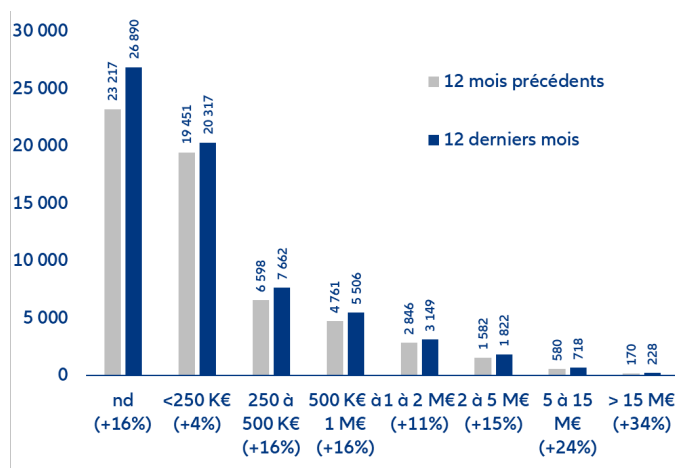
Source : Allianz Trade

Les entrées en procédures collectives se sont affichées en léger repli (-1,2%) par rapport au T4 2024 qui affichait un record, mais en hausse par rapport à la même période de 2024 (+2,4%) après un mois de mars particulièrement sinistré. Cette remontée reflète à la fois la normalisation qui était attendue depuis les niveaux « artificiellement » bas de 2020-2021, et le retour à des faibles fondamentaux du risque crédit qui testent la résilience des entreprises déjà mises à mal par la succession des crises.

Le pic d'accélération des défaillances d'entreprises semble dépassé, avec un infléchissement graduel au fil des trimestres (+2% au T1 2025, après +9% au T4 2024 et +17% au T3 2024) mais ce ralentissement n'empêche pas un haut niveau de sinistralité et la perspective reste celle d'un chiffre durablement élevé. « Les défis auxquels font face les entreprises restent nombreux (faiblesse du cycle conjoncturel, fin/remboursement des aides, reprise des assignations par les services fiscaux et sociaux, incertitudes géopolitiques) avec le risque que la guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis ne pousse les faillites au-dessus de 68 000 et 65 000 cas pour 2025 et 2026 - au-delà de nos prévisions initiales (67 500 en 2025 et 64 900 en 2026) » explique **Maxime Lemerle, Responsable de la recherche défaillances chez Allianz Trade**.

Aucune taille d'entreprises ou de secteur n'échappe à l'augmentation des défaillances

Au démarrage concentrée sur les plus petites entités (en termes de CA), la remontée des défaillances s'est diffusée à toutes les tailles d'entreprises, avec des rebonds à deux chiffres pour toutes les tranches hautes de chiffre d'affaires. A fin mars 2025, toutes les entreprises défaillantes pour lesquelles les données financières sont disponibles représentaient des niveaux encore très élevés de chiffre d'affaires cumulé (EUR 33,7 Mds, soit +6% sur 1 an) et de passif fournisseurs (EUR 6,4 Mds soit +11%).



Source : Allianz Trade

En France, aucun secteur n'échappe à la remontée des défaillances. Sur les 12 derniers mois, la dynamique haussière est marquée pour le transport/entrepôt (+23%), la construction (+19%) et l'information/communication (+17%) en termes relatifs. En nombre, c'est la construction (+2298), secteur le plus sinistré avec 22% des faillites, devant les services aux entreprises (+956), l'hébergement/restauration (+751) et la finance/immobilier (+607), dopée par l'immobilier (+14% sur 12 mois). Au final, quasiment tous les secteurs sont au-dessus de la sinistralité moyenne observée depuis 2010. Au regard des données historiques, les secteurs qui se distinguent avec un niveau de défaillance très élevé sont le transport-entrepôt (56% au-dessus de la moyenne 2010-2019), l'information/communication (40%), le commerce automobile (33%), l'immobilier/finance/assurance (29%) et l'hôtellerie/restauration (28%). Le commerce de gros (-7% en dessous) est la principale exception, avec l'industrie manufacturière (0%).

Enfin, à fin mars 2025, les trois grands types d'entrée en procédures collectives enregistrent une poussée continue, en particulier les redressements judiciaires (+17% sur 12 mois). La procédure de sauvegarde reste limitée en nombre absolu (moins de 400 cas au T1 et 1582 cas sur les 12 derniers mois) et en part relative (2,4%), malgré une accélération depuis fin 2022. La procédure de liquidation est toujours -et de loin- la plus utilisée (69% sur 12 mois).

« L'environnement commercial a rarement été aussi complexe et volatil, et les entreprises doivent rester vigilantes pour éviter le risque de non-paiement. Dans ce contexte, la protection prédictive et l'analyse du risque sont la clé et l'assurance-crédit peut être l'un des meilleurs outils pour sécuriser les créances commerciales. Avec 200 experts du risque dans 23 délégations régionales, le rôle d'Allianz Trade est d'alerter ses clients des risques encourus et de les protéger de l'effet domino des défaillances » rappelle **Laurent Treilhaes, Président du Comité Exécutif d'Allianz Trade en France.**

Contact Allianz Trade

Sandra Ciavarella

+33 6 25 15 93 93

sandra.ciavarella@allianz-trade.com

Follow us

<https://www.linkedin.com/company/allianz-trade-france/>

<https://twitter.com/AllianzTradeFR>

Contacts Verbatee

Jérôme Goaër & Florence Bastien

+ 33 6 61 61 79 34 / +33 6 61 61 78 55

j.goaer@verbatee.com

f.bastien@verbatee.com

A propos Allianz Trade

Allianz Trade est le leader mondial de l'assurance-crédit commercial et un spécialiste reconnu dans les domaines de la caution, des recouvrements, du crédit commercial structuré et du risque politique. Notre réseau d'intelligence propriétaire repose sur un accès instantané aux données de plus de 289 millions d'entreprises. Nous donnons aux entreprises la confiance nécessaire pour commercer en sécurisant leurs paiements. Nous indemniserons votre entreprise en cas de créance douteuse, mais plus important encore, nous vous aidons à éviter les créances douteuses en premier lieu. Chaque fois que nous fournissons une assurance-crédit ou d'autres solutions financières, notre priorité est la protection prédictive. Mais lorsque l'imprévu survient, notre note de crédit AA signifie que nous disposons des ressources, soutenues par Allianz, pour fournir une indemnisation afin de maintenir votre activité. Basé à Paris, Allianz Trade est présent dans plus de 40 pays avec 5 800 employés. En 2024, notre chiffre d'affaires consolidé était de 3,8 milliards d'euros et les transactions commerciales mondiales assurées représentaient 1 400 milliards d'euros d'exposition. Pour plus d'informations, veuillez visiter allianz-trade.com

Cautionary note regarding forward-looking statements

The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements. Such deviations may arise due to, without limitation, (I) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (II) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (III) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (IV) mortality and morbidity levels and trends, (V) persistency levels, (VI) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (VII) interest rate levels, (VIII) currency exchange rates including the euro/US-dollar exchange rate, (IX) changes in laws and regulations, including tax regulations, (X) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (XI) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.